



Commune d'Yvorne

Règlement général de police

TABLE DES MATIERES

		<u>Articles</u>	<u>Pages</u>
TITRE PREMIER	PARTIE GÉNÉRALE		
Chapitre premier	De la police communale		
Section I	<u>But, objet et définitions</u>		
	But	1	9
	Objet	2	9
	Définitions	3	10
Section II	<u>Champ d'application</u>		
	Champ d'application territorial	4	11
	Champ d'application personnel	5	11
Section III	<u>Compétences</u>		
	Compétences générales	6	11
	Délégation	7	11
	En matière de poursuite et de répression des contraventions	8	12
	En matière réglementaire	9	12
Section IV	<u>Assistance aux autorités</u>		
	Obligation d'assistance	10	13
Chapitre II	De la procédure		
Section I	<u>Procédure relative aux contraventions</u>		
	Contraventions	11	13
	Amende d'ordre	11 ^{bis}	14
	Qualité de dénonciation	12	15
Section II	<u>Procédure administrative</u>		
	Autorisations et dérogations	13	15
	Recours administratif	14	16
TITRE II	PARTIE SPÉCIALE		
Chapitre premier	De la police de la voie publique		
Section I	<u>Du domaine public en général</u>		
	Principe	15	16
	Usage normal	16	16
	Usage accru	17	16
	Autorisations	18	17
	Usage privatif	19	17
	Concessions	20	17
	Usage non autorisé	21	18
	Disposition commune	22	18
	Usage du domaine public aux abords des bureaux de vote	23	18
	Bâtiments scolaires	24	19
	Restrictions	25	19
	Interdiction de périmètre	26	19
Section II	<u>Des manifestations</u>		
	Définitions	27	21
	Autorisation	28	21
	Procédure	29	22

	Déroulement	30	23
	Remise en état	31	24
	Obligations particulières de l'organisateur	32	24
	Police des spectacles et des lieux de divertissement	33	24
	Disposition pénale	34	25
Section III	<u>De la circulation sur le domaine public</u>		
	Police de la circulation	35	25
	Stationnement	36	25
	Autorisations spéciales	37	26
	Autorisations sectorielles	38	26
	Emoluments	39	27
	Stationnement pendant les manifestations	40	27
	Trottoirs, parcs et promenades	41	28
	Enlèvement de véhicules	42	28
Section IV	<u>De la sécurité des voies publiques</u>		
	Activités dangereuses sur le domaine public	43	28
	Activités dangereuses sur la voie publique	44	29
	Installations et équipements techniques	45	29
	Mobilier urbain	46	29
	Travaux	47	29
	Activités liées à la construction	48	30
	Transports dangereux	49	30
	Courses d'entraînement et de compétitions sportives	50	30
	Pêche	51	31
	Clôtures	52	31
	Plantations et haies	53	31
Section V	<u>De la voirie</u>		
	Principe	54	31
	Interdictions	55	31
	Nettoyage	56	32
	Déchets	57	32
	Service hivernal	58	33
	Distribution d'objets sur la voie publique	59	33
	Fontaines publiques	60	33
	Parcs publics	61	34
Chapitre II	De l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité et de la morale publics		
Section I	<u>De l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics</u>		
	Principe	62	34
	Interdictions	63	34
	Mendicité	64	34
	Ivresse sur la voie publique	65	35
	Mesures de sûreté	66	35
	Identification	67	36
	Police du bruit	68	36
	Repos public	69	36
	Instruments et appareils sonores ou à amplificateur de sons	70	37
	Moteurs et travaux de carrosserie	71	37
Section II	<u>De la morale publique</u>		
	Actes contraires à la décence	72	37
	Mascarades	73	37

	Objets contraires à la décence	74	38
	Incitation à la débauche	75	38
	Prostitution	76	38
Section III	<u>De la police des bains, des plages et des établissements de baignade publics</u>		
	Baignade interdite	77	39
	Vêtements	78	39
	Compétence municipale	79	39
	Surveillance des plages et des bains	80	39
Section IV	<u>De la police du camping et du caravaning</u>		
	Camping et caravaning	81	39
Section V	<u>De la police des mineurs</u>		
	Définitions	82	40
	Restrictions	83	40
	Etablissements	84	40
	Bals publics et de sociétés	85	41
	Disposition pénale	86	41
	Activités prohibées	87	41
Section VI	<u>Des périodes de repos public</u>		
	Jours fériés	88	41
	Activités interdites ou suspendues	89	42
	Manifestations	90	42
Section VII	<u>De la police et de la protection des animaux</u>		
	Ordre et tranquillité publics	91	42
	Chiens	92	43
	Animaux dangereux	93	43
	Animaux errants	94	43
	Animaux sauvages	95	43
	Abattage	96	44
	Cavaliers et chevaux	97	44
Section VIII	<u>De la police du feu</u>		
	Principe	98	44
	Matières inflammables	99	45
	Propagation de feu et émissions de fumées	100	45
	Restrictions dues à l'environnement	101	45
	Usage d'explosifs	102	45
	Engins pyrotechniques	103	45
	Illuminations et cortèges aux flambeaux	104	46
	Locaux	105	46
	Service de défense contre l'incendie et de secours (SDIS)	106	46
	Bornes hydrantes et locaux du SDIS	107	46
Section IX	<u>De la police des eaux</u>		
	Interdictions	108	46
	Eaux privées	109	47
	Navigation	110	47
Chapitre III	De l'hygiène et de la salubrité		
Section I	<u>De la police de l'hygiène et de la salubrité</u>		
	Autorité sanitaire	111	47
	Mesures d'hygiène et de salubrité publiques	112	47
	Inspection des locaux	113	48

	Opposition aux inspections	114	48
	Entreprises	115	48
	Travail ou activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques	116	48
Section II	<u>De la police des inhumations et du cimetière</u>		
	Autorité compétente	117	49
	Compétence réglementaire	118	49
Chapitre IV	De la police des activités économiques		
Section I	<u>De la police des établissements</u>		
	Champ d'application et définitions	119	49
	Périodes d'ouverture et de fermeture des établissements de jour	120	49
	Périodes d'ouverture et de fermeture des établissements de nuit	121	50
	Compétence réglementaire	122	50
	Prolongations	123	50
	Accès aux établissements en dehors des périodes d'ouverture	124	51
	Disposition pénale	125	51
	Police des établissements	126	51
	Vente à l'emporter	127	51
	Activités annexes	128	51
	Activités susceptibles de générer des nuisances sonores	129	52
	Terrasses et dépendances	130	52
	Service d'ordre et de sécurité	131	53
	Manifestations	132	53
Section II	<u>De la police des magasins</u>		
	Périodes d'ouverture	133	53
	Compétence réglementaire	134	53
Section III	<u>De la police des activités économiques</u>		
	Compétences	135	53
	Commerce itinérant	136	54
	Activités interdites	137	54
	Registre des entreprises	138	55
	Disposition pénale	139	55
	Compétence réglementaire	140	55
Section IV	<u>De la police des foires et des marchés</u>		
	Périodes et emplacements	141	55
	Obligations des vendeurs et exposants	142	56
	Affichage	143	56
	Champignons	144	56
	Police du marché	145	56
	Disposition pénale	146	56
	Compétence réglementaire	147	57
Chapitre V	De la police des bâtiments		
	Principe	148	57
	Numérotation	149	57
	Disposition pénale	150	58
	Remplacement des numéros	151	58
	Disposition des numéros	152	58
	Compétence réglementaire	153	58
	Noms des voies publiques	154	58

Chapitre VI	De la police du mobilier public		
	Principe	155	58
	Activités autorisées	156	58
	Disposition pénale	157	59
Chapitre VII	De la police des habitants		
	Contrôle des habitants	158	59
TITRE III	DISPOSITIONS FINALES		
	Disposition abrogatoire	159	59
	Entrée en vigueur	160	59

Règlement général de police

TITRE PREMIER - PARTIE GÉNÉRALE

Chapitre premier - De la police communale

Section I - But, objet et définitions

- But** **Article premier**
Le présent règlement institue la police communale au sens de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC).
- Objet**
(art. 43 LC) **Art. 2**
Sous réserve des dispositions du droit fédéral ou cantonal, la police communale a pour objet :
- a) la sécurité, l'ordre et le repos publics, notamment :
 - 1. la protection des personnes et des biens,
 - 2. la police des spectacles, divertissements et fêtes,
 - 3. la police des établissements selon la LADB et des débits de boissons alcooliques,
 - 4. la police de la circulation,
 - 5. les mesures relatives à la divagation des animaux ;
 - b) le service du feu ;
 - c) la salubrité, notamment :
 - 1. le contrôle des denrées alimentaires et des objets usuels ainsi que des abattoirs,
 - 2. les mesures générales relatives à l'hygiène et à la santé des hommes et des animaux,
 - 3. les mesures relatives à la propreté des voies et places publiques ;
 - d) la police des inhumations, des incinérations et des cimetières ;
 - e) la police des mœurs :
 - 1. le contrôle de toutes les activités commerciales temporaires ou ambulantes,
 - 2. la police des foires et marchés,
 - 3. la protection du travail,
 - 4. l'ouverture et la fermeture des magasins ;
 - f) la police de l'exercice des activités économiques, soit notamment :
 - 1. les activités commerciales temporaires ou itinérantes,
 - 2. la police des foires et marchés,

3. la protection du travail,
 4. l'ouverture et la fermeture des magasins,
 5. le commerce d'occasions,
 6. l'indication des prix,
 7. les appareils à paiement préalable ;
- g) le recensement et le contrôle des habitants, la police des étrangers, la délivrance des actes d'origine, la tenue du rôle des électeurs ;
- h) la police des constructions et la surveillance des chantiers ;
- i) la police rurale ;
- j) les mesures à prendre en cas de sinistres causés par les forces naturelles ;
- k) la délivrance des déclarations, attestations et permis.

Définitions

Art. 3

Au sens du présent règlement, on entend par :

- a) Police communale : les domaines prévus par l'article 43 de la loi du 28 février 1956 et par les lois spéciales ;
- b) Autorité municipale : la municipalité, le dicastère ou le service chargé d'exercer les compétences prévues par l'article 43 de la loi du 28 février 1956 sur les communes et le présent règlement ;
- c) Autorité municipale en matière de poursuite et de répression des contraventions : l'autorité municipale prévue par la législation cantonale en matière de contraventions ;
- d) Corps de police : l'ensemble des agents au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise ;
- e) Dispositions d'application : l'ensemble des dispositions normatives édictées sur la base du présent règlement général de police ;
- f) Territoire communal : l'aire délimitée par les frontières de la commune sur toute la hauteur et la profondeur utiles ;
- g) Domaine public communal : toutes les parties du territoire communal qui n'appartiennent pas au domaine privé ou qui font l'objet de droits réels au bénéfice de la commune et qui sont à destination de l'usage commun du plus grand nombre d'administrés ;
- h) Domaine privé : toutes les parties du territoire communal sur lesquelles un ayant droit peut faire valoir un titre de propriété, de possession ou d'usage exclusif ;
- i) Domaine public cantonal : tous les objets que la loi place dans la dépendance du canton ;

- j) Voie publique : toute voie ouverte à la circulation publique, soit dès qu'elle est mise à la disposition d'un cercle indéterminé de personnes même si son usage est limité par sa nature, par son mode ou par le but de son utilisation ou à une catégorie d'usagers, par exemple des cyclistes, et indépendamment du fait qu'elle se trouve sur le domaine public ou le domaine privé.

Section II - Champ d'application

Champ d'application territorial

Art. 4

Le présent règlement est applicable sur l'ensemble du territoire de la commune d'Yverne, y compris le domaine public cantonal inclus dans les limites de la Commune, et, lorsqu'une disposition spéciale le prévoit, au domaine privé et à la voie publique.

Champ d'application personnel

Art. 5

Les dispositions du présent règlement sont applicables à l'ensemble des personnes se trouvant sur le territoire communal, indépendamment de leur lieu de domicile ou de séjour.

Lorsque l'application d'une disposition du présent règlement ou de ses dispositions d'application est subordonnée au domicile d'une personne, ce domicile est déterminé conformément aux règles du code civil.

Section III - Compétences

Compétences générales

Art. 6

Dans le cadre du présent règlement, la municipalité ou l'autorité délégataire exerce les compétences suivantes :

- a) maintenir l'ordre et la tranquillité publics ;
- b) veiller à la sécurité publique, notamment à la protection des personnes et des biens ;
- c) veiller au respect de la morale publique ;
- d) veiller à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques ;
- e) veiller au respect des lois et règlements.

Délégation

Art. 7

La municipalité peut, par décision, déléguer tout ou partie de ses compétences à la Direction de police ou au dicastère en charge de la gestion et de la surveillance du domaine public (autorité délégataire). L'autorité délégataire peut, sous sa responsabilité, déléguer tout ou partie de ses compétences à un service ou à des membres de l'administration communale.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut confier l'exercice des tâches relatives aux compétences visées à l'article 6 du présent règlement au corps de police au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise.

Les délégations doivent faire l'objet d'un règlement ou d'une décision de l'autorité délégatrice.

Les dispositions de la législation en matière cantonale sur les contraventions sont réservées.

**En matière de
poursuite et de
répression des
contraventions**

Art. 8

La municipalité constitue l'autorité municipale en matière de poursuite et de répression des contraventions de compétence municipale. Elle peut déléguer cette compétence conformément aux dispositions de la législation en matière de poursuite et de répression des contraventions.

La municipalité ou l'autorité délégataire est compétente dans les domaines suivants :

- a) dénonciation des infractions commises sur le territoire communal et, le cas échéant, transmission des rapports de dénonciations aux autorités ordinaires compétentes en matière de poursuite et de répression des contraventions et des infractions prévues par le droit cantonal et le droit fédéral ;
- b) poursuite et répression des infractions au présent règlement de police ou de compétence municipale dans les conditions prévues par la législation cantonale et fédérale ;
- c) exécution des sentences sanctionnant les infractions prévues visées par la lettre b ci-dessus sous réserve des compétences octroyées à d'autres autorités par la législation cantonale.

**En matière
réglementaire**

Art. 9

La municipalité est l'autorité compétente pour exécuter le présent règlement.

Elle arrête :

- a) les dispositions d'application du présent règlement qui lui sont déléguées par le conseil communal ;
- b) les tarifs pour la délivrance des autorisations en application du présent règlement et pour toutes autres prestations, notamment les actes, les décisions et les interventions de l'autorité compétente, pris en application du présent règlement ;
- c) en cas d'urgence, les directives complémentaires ou les mesures adéquates.

L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

Section IV - Assistance aux autorités

Obligation d'assistance

Art. 10

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement ou de ses dispositions d'application, la municipalité ou l'autorité délégataire peut demander assistance à tout administré qui est tenu d'y donner suite sous réserve des peines prévues par le présent règlement ou ses dispositions d'application.

Le fait d'entraver l'action de la municipalité, du corps de police ou de tout autre représentant de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions ou de s'y opposer, est puni d'une amende de compétence municipale sans préjudice des peines prévues par le code pénal du 21 décembre 1937.

Chapitre II - De la procédure

Section I - Procédure relative aux contraventions

Contraventions

Art. 11

Toute infraction aux dispositions du présent règlement est passible d'une amende dans les limites fixées par la loi sur les contraventions. La répression des contraventions est de la compétence de la Municipalité, qui peut déléguer ses pouvoirs conformément aux dispositions de la loi sur les contraventions.

Sous réserve des dispositions du code pénal du 21 décembre 1937, sont également passibles de l'amende de compétence municipale, les contraventions suivantes :

- a) refus de donner suite à une demande d'assistance au sens de l'article 10 du présent règlement ;
- b) refus d'obtempérer à une injonction au sens du présent article ; ou
- c) refus, sans justes motifs, de donner suite aux convocations ou aux écritures de la municipalité ou de l'autorité délégataire.

Sans préjudice de l'amende prononcée par l'autorité municipale aux contraventions au présent règlement, la municipalité ou l'autorité délégataire peut par décision :

- a) mettre fin l'état de fait constitutif de la contravention ;
- b) ordonner aux contrevenants de se mettre en conformité sous

menace des peines prévues par l'article 292 du code pénal du 21 décembre 1937 ; ou

- c) ordonner toutes mesures utiles à la mise en conformité à l'aune du présent règlement ou de ses dispositions d'application.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut faire exécuter les mesures visées par l'alinéa 3 ci-dessus par voie de substitution ou d'exécution forcée, aux frais du contrevenant. La créance de la municipalité vaut titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Dès qu'elle est saisie d'une dénonciation, l'autorité municipale vérifie qu'il s'agit d'une cause relevant de sa compétence.

L'autorité municipale assure la police des audiences. Elle peut infliger l'une des peines prévues par la législation cantonale en matière de poursuite et de répression des contraventions à celui qui aura délibérément et gravement perturbé le déroulement de l'instruction.

Amende d'ordre Art. 11 bis

Les contraventions suivantes sont passibles d'une amende d'ordre au sens de la Loi sur les amendes d'ordre communale (LAOC) :

- a) Sur le domaine public ou ses abords:
- ⇒ uriner, CHF 200.--
 - ⇒ cracher, CHF 100.--
 - ⇒ déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate, CHF 150.--
 - ⇒ abandonner de façon non conforme ses déchets sur la voie publique, CHF 250.--
 - ⇒ mélanger des déchets devant faire l'objet de tri sélectif, CHF 150.--
 - ⇒ déposer ou jeter des déchets, notamment papier, débris, emballage ou autres objets, CHF 100.--
 - ⇒ apposer des affiches en dehors des endroits prévus à cet effet, CHF 150.--
- b) Dans un cimetière ou un columbarium :
- ⇒ circuler, stationner des véhicules automobiles sans autorisation, CHF 60.--
 - ⇒ déposer ou planter sur une tombe sans autorisation, CHF 100.--
 - ⇒ introduire des chiens ou d'autres animaux, CHF 70.--

En plus des organes de police, les membres du personnel communal assermentés et formés conformément à la législation cantonale précitée sont compétents pour infliger les amendes d'ordre réprimant les infractions énoncées ci-dessus.

**Qualité de
dénonciateur**

Art. 12

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires cantonales, les personnes suivantes sont habilitées à dresser des rapports de dénonciation :

- a) les collaborateurs qui ont été assermentés et investis de ce pouvoir par la municipalité, dans les limites des missions qui leur sont confiées.

Toute personne peut dénoncer à la municipalité, à l'autorité délégitaire ou au corps de police, une infraction dont elle a connaissance.

Section II - Procédure administrative

**Autorisations et
dérogations**

Art. 13

L'exercice des activités soumises à autorisation ou à dérogation par le présent règlement doit faire l'objet d'une demande écrite préalable adressée à la municipalité ou à l'autorité délégitaire.

Lorsque les conditions légales ou réglementaires sont réalisées, la municipalité ou l'autorité délégitaire octroie l'autorisation ou la dérogation. Elle peut assortir cette mesure de conditions ou d'un cahier des charges, ou la soumettre à la perception d'un émolument.

La municipalité ou l'autorité délégitaire peut refuser, révoquer ou restreindre une autorisation ou une dérogation précédemment accordée notamment lorsque :

- a) son bénéficiaire ne respecte pas les conditions auxquelles l'autorisation ou la dérogation est subordonnée ou a violé les dispositions légales ou réglementaires y relatives ;
- b) les circonstances factuelles ou légales se sont modifiées depuis le moment de l'octroi de l'autorisation ou de la dérogation et que cette modification déploie des conséquences sur le régime de l'autorisation ;
- c) le bénéficiaire ne s'est pas acquitté des montants dont le paiement est assorti à la délivrance ou au maintien de l'autorisation ou de la dérogation ;
- d) le bénéficiaire est insolvable ; ou
- e) l'autorisation ou la dérogation devient sans objet.

Le refus, la révocation ou la restriction doivent faire l'objet d'une décision, motivée en fait et en droit et communiquée à l'administré en la forme écrite avec mention des voies et délais de recours.

La décision est notifiée par voie postale. Lorsque l'exploitant ou l'organisateur est parti sans laisser d'adresse ou qu'il ne récupère pas son courrier dans le délai de garde fixé par les Conditions générales de La Poste, la municipalité ou l'autorité délégataire peut lui faire notifier ses avis par voie édictale.

**Recours
administratif**

Art. 14

En cas de délégation au sens de l'article 7 du présent règlement, la décision rendue par l'autorité délégataire est susceptible de recours administratif à la municipalité aux conditions prévues par la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative en matière de recours administratif.

Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à la municipalité ou à l'autorité délégataire. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours.

La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

La décision de la municipalité est soumise aux conditions prévues par l'article 13 al. 4 du présent règlement.

TITRE II - PARTIE SPÉCIALE

Chapitre premier - De la police de la voie publique

Section I - Du domaine public en général

Principe

Art. 15

Le domaine public au sens de l'article 3 du présent règlement est destiné à l'usage commun du plus grand nombre d'administrés.

Usage normal

Art. 16

L'usage du domaine public est normal lorsqu'il est conforme à sa nature ou son affectation, qu'il peut être simultanément utilisé par l'occupation temporaire d'un nombre indéterminé d'administrés sans causer de restrictions durables, notamment :

- a) par les déplacements à pied, à l'aide d'appareils, d'animaux ou de véhicules automobiles ; ou
- b) l'arrêt temporaire ou le stationnement dans les zones prévues à cet effet.

Usage accru

Art. 17

L'usage du domaine public est accru lorsqu'il reste conforme à sa

nature ou à son affectation, mais qu'il ne peut être simultanément utilisé par l'occupation temporaire d'un nombre indéterminé d'administrés sans causer de restrictions durables.

Est également considéré comme un usage accru du domaine public, toute activité sur le domaine privé pouvant avoir des répercussions sur le domaine public, notamment en termes de nuisances sur les voies et les places affectées à la circulation publique ou d'émissions excessives sur le domaine public.

Autorisations

Art. 18

L'usage accru du domaine public communal est subordonné à la délivrance préalable d'une autorisation.

Les autorisations sont délivrées moyennant le paiement d'émoluments. Elles peuvent être assorties de charges ou de conditions. Les factures y relatives valent titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès de la municipalité, de l'autorité délégataire ou par l'intermédiaire du portail cantonal au moins 30 jours avant la date planifiée de l'occupation accrue du domaine public. La durée de l'autorisation est fixée par la municipalité ou l'autorité délégataire.

Usage privatif

Art. 19

L'usage du domaine public est privatif lorsqu'il n'est pas conforme à sa nature ou à son affectation et qu'il exclut de manière durable d'autres usages.

Concessions

Art. 20

L'usage privatif du domaine public communal est soumis à la délivrance préalable d'une concession.

Les concessions sont délivrées moyennant le paiement d'émoluments et peuvent être subordonnées au paiement d'une rente par l'administré qui en bénéficie. Les factures relatives aux montants y relatifs valent titre de mainlevée au sens de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Les concessions peuvent être assorties de charges ou de conditions.

Les demandes de concession doivent être adressées à la municipalité ou à l'autorité délégataire. La municipalité fixe par règlement les documents à joindre.

La demande de concession, ainsi que tous les documents à

l'appui, doivent être signés par l'auteur du projet et par la personne sollicitant l'octroi de la concession.

Usage non autorisé

Art. 21

En cas d'usage accru du domaine public sans autorisation, la municipalité ou l'autorité délégataire, sans préjudice de l'amende prononcée, peut :

- a) ordonner au perturbateur la cessation de l'usage illicite et la remise en état des lieux dans un délai imparti ;
- b) en cas d'urgence, mettre immédiatement fin à l'usage illicite et procéder à l'évacuation du domaine public.

A défaut d'exécution dans le délai, les services communaux peuvent intervenir aux frais et risques du perturbateur. En cas d'exécution par substitution, la municipalité ou l'autorité délégataire facture les frais d'intervention. La décision y relative vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Disposition commune

Art. 22

L'autorisation ou la concession peut être refusée, révoquée ou restreinte lorsque :

- a) l'usage sollicité du domaine public concerné est illicite ou contraire aux mœurs ;
- b) l'usage sollicité du domaine public concerné est susceptible de troubler la sécurité, la tranquillité, l'ordre ou la circulation publics, notamment parce qu'il entre en conflit avec un usage déjà autorisé ou peut générer des nuisances.

L'article 13 al. 3 du présent règlement est applicable par analogie.

Usage du domaine public aux abords des bureaux de vote

Art. 23

L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment pour la distribution de tracts ou la récolte de signatures est soumis à autorisation ; cette dernière ne peut être refusée que si elle entre en collision avec une autorisation antérieure accordée pour le même emplacement et le même moment ou si l'emplacement est susceptible de porter atteinte à la sécurité de la circulation. Cas échéant, la municipalité, l'autorité délégataire ou le corps de police peut fixer les modalités d'utilisation des lieux nécessaires pour préserver la libre circulation du public. L'article 25 al. 2 du présent règlement est réservé.

La récolte volante de signatures sur le domaine public est autorisée à la condition de ne pas entraver la libre circulation des

personnes, notamment en évitant de barrer accès et sorties de bâtiments.

Toute forme d'activité politique est interdite dans un rayon de cinquante mètres, autour des locaux de vote, pendant la durée des scrutins ainsi que dans la demi-heure qui précède l'ouverture des bureaux de vote et celle qui suit leur fermeture.

Bâtiments scolaires

Art. 24

L'accès aux bâtiments scolaires, à leurs dépendances et à leurs abords, tels les cours et les préaux, est interdit aux personnes qui ne font pas partie de la municipalité, du corps enseignant, du personnel parascolaire, administratif ou d'entretien, ou des élèves fréquentant les établissements de la scolarité obligatoire.

Sont réservées :

- a) l'utilisation des bâtiments, dépendances ou abords, expressément autorisée en dehors des heures d'enseignement et répondant à des fins d'utilité publique ;
- b) l'accès usuel aux abords des bâtiments, aux dépendances ou aux abords au début et à la fin des heures d'enseignement pour les parents d'élèves ou les personnes chargées par ceux-là d'accompagner les élèves allant à l'école ou en revenant.

Sauf dérogation, il est interdit de pratiquer des activités génératrices de nuisances, notamment sonores, entre 22h00 et 07h00 sur les sites concernés.

Restrictions

Art. 25

La municipalité ou l'autorité délégataire peut, par décision, empêcher ou restreindre l'accès au domaine public lorsque la protection d'un intérêt public le justifie.

L'usage du domaine public pour des activités politiques, notamment la distribution de supports ou la collecte de signatures, est interdit aux abords immédiats des locaux de vote pendant la durée des scrutins et une demi-heure avant et après les heures d'ouverture et de fermeture des locaux de vote.

La municipalité peut interdire ou restreindre à certains périmètres du domaine public l'exercice d'activités publicitaires ou de prosélytisme religieux.

Interdiction de périmètre

Art. 26

La municipalité peut définir des zones du domaine public auxquelles l'accès est restreint ou interdit.

La municipalité peut définir des zones du domaine public dans lesquelles elle peut limiter à certaines heures ou interdire :

- a) la consommation de substances alcooliques ou alcoolisées ;
- b) les réunions ;
- c) la vente de produits ou de services ;
- d) la distribution de supports publicitaires, à vocation politique, religieuse ou dans des domaines apparentés ;
- e) la prostitution.

La municipalité ou l'autorité délégataire compétente peut renvoyer temporairement des personnes d'une zone ou leur en interdire l'accès :

- a) si elles sont menacées d'un danger grave et imminent ;
- b) s'il y a de sérieuses raisons de soupçonner qu'elles ou d'autres personnes faisant manifestement partie du même attroupement menacent ou troublent la sécurité et l'ordre public ;
- c) si elles gênent les interventions visant au maintien ou au rétablissement de la sécurité et de l'ordre, en particulier les interventions de la police, des services de défense contre l'incendie et de secours ;
- d) si elles empêchent ou gênent le corps de police dans l'application de décisions exécutoires ou qu'elles s'ingèrent dans son action ;
- e) si elles font ou tentent de faire échec à l'action du corps de police; ou
- f) si elles y ont commis des actes de nature à compromettre un intérêt public, en particulier l'ordre public ou la sécurité publique.

La municipalité ou l'autorité délégataire compétente prend dans la décision de renvoi ou d'interdiction d'accès les mesures d'exécution nécessaires. Les décisions rendues en vertu de l'alinéa 3, lettre f sont, le cas échéant, également notifiées aux lésés.

En cas d'urgence ou de péril en la demeure, la décision peut être signifiée oralement. Elle doit être confirmée par écrit dans les meilleurs délais.

Le recours formé contre une décision de renvoi ou d'interdiction d'accès n'a pas d'effet suspensif. L'article 14 du présent règlement et les dispositions de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative sont applicables pour le surplus.

Les restrictions ou les interdictions prévues ci-dessus doivent être justifiées par des motifs d'intérêt public ou la protection d'un droit fondamental d'autrui et respecter le principe de la proportionnalité.

Les dispositions légales et concordataires en matière de lutte contre la violence lors de manifestations sportives sont réservées.

Section II - Des manifestations

Définitions

Art. 27

Constitue une manifestation tout rassemblement, cortège, défilé, concert, représentation, compétition, conférences ou réunion sur le domaine public du territoire communal susceptible de constituer un usage accru au sens de l'article 17 du présent règlement, accessible à titre gratuit ou non, quelque soit le lieu de leur déroulement.

Sont considérés comme des manifestations, les événements visés par l'alinéa 1^{er} ci-dessus organisés sur le domaine privé et susceptibles de déployer des conséquences sur le domaine public, notamment de créer des nuisances, une occupation accrue du domaine public ou nécessitant la mise en place de mesures sur le domaine public.

Autorisation

Art. 28

L'organisation d'une manifestation est soumise à une autorisation délivrée par la municipalité ou par l'autorité délégataire et à la conclusion par l'organisateur d'un contrat d'assurance responsabilité civile. Sont réservés les préavis et autorisations des départements et services cantonaux dans les situations prévues par la loi. L'article 34 du présent règlement est réservé.

Les demandes d'autorisation doivent être présentées à la municipalité ou à l'autorité délégataire, le cas échéant par le guichet cantonal prévu à cet effet, par une ou plusieurs personnes physiques, majeures, soit à titre individuel, soit en qualité de représentant autorisé d'une personne morale (ci-après : l'organisateur), dans un délai minimum de trente jours avant la tenue de la manifestation. A défaut de l'indication d'un responsable, l'auteur de la demande est considéré comme l'organisateur.

Si la demande ne respecte pas les exigences fixées par le présent règlement et la législation, la municipalité ou l'autorité délégataire impartit un délai au requérant pour s'y conformer. A défaut, la demande est rejetée.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut percevoir un émolument par autorisation. Cet émolument ne comprend pas les frais relatifs à la consultation des départements et services cantonaux.

Sont réservés les lois, les règlements ou les directives du Conseil d'Etat qui définissent les types de manifestations nécessitant un concept de sécurité à mettre en place par l'organisateur, par la municipalité et par les départements cantonaux et les compétences des départements et services cantonaux concernés.

Procédure

Art. 29

Lorsqu'elle est saisie d'une demande d'autorisation, la municipalité ou l'autorité délégataire évalue l'ensemble des intérêts touchés, et notamment le danger que la manifestation sollicitée pourrait faire courir à l'ordre et à la sécurité publics. La municipalité ou l'autorité délégataire se fonde notamment sur les indications contenues dans la demande d'autorisation, sur les expériences passées et sur la corrélation qui existe entre le thème de la manifestation sollicitée et les troubles possibles et des préavis et autorisations des départements et services cantonaux concernés. Au besoin, elle leur transmet le dossier. L'article 50 du présent règlement est réservé.

Lorsqu'elle délivre l'autorisation, la municipalité ou l'autorité délégataire fixe les modalités, charges et conditions de la manifestation, en tenant compte de la demande d'autorisation et des intérêts privés et publics en présence et du préavis des départements cantonaux. Elle détermine en particulier :

- a) les éventuelles conditions relatives aux précautions à prendre pour assurer la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics, le respect de la décence et de la morale publique, la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques, la lutte contre le feu et la limitation du nombre d'entrées en fonction des dimensions ;
- b) le lieu ou l'itinéraire de la manifestation ainsi que la date et l'heure du début et de fin prévues de celle-ci.

Si cela s'avère nécessaire, la municipalité ou l'autorité délégataire décide des mesures à prendre, notamment au plan de la circulation du stationnement et de la sécurité. Les frais y relatifs peuvent être mis à la charge de l'organisateur.

Lorsque la fixation de conditions ou de charges ne permet pas d'assurer le respect de l'ordre public ou d'éviter une atteinte disproportionnée à d'autres intérêts, la municipalité peut :

- a) refuser de délivrer l'autorisation de manifester ;

- b) retirer immédiatement l'autorisation ; ou
- c) interrompre une manifestation.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut interdire toute manifestation :

- a) de nature à troubler la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics, à heurter la décence et la morale publiques, à mettre en péril l'hygiène et la salubrité publiques ou allant à l'encontre de tout autre intérêt public ;
- b) pouvant constituer une menace pour des intérêts privés prépondérants ; ou
- c) pouvant entrer en conflit avec une autre manifestation déjà autorisée.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut modifier ou retirer une autorisation en cas de circonstances nouvelles ou de modification des circonstances existantes.

Déroulement

Art. 30

La municipalité, par son corps de police, ou, lorsqu'elle intervient, la police cantonale peut :

- a) contrôler en tout temps le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que les conditions auxquelles est assortie l'autorisation de manifestation ;
- b) procéder à la dispersion des manifestations non autorisées ou qui ne respectent pas les conditions de l'autorisation ;
- c) procéder à des contrôles d'identité ;
- d) appréhender les individus surpris en flagrant délit y compris en cas d'actes préparatoires et de tentatives sanctionnées par le droit pénal ;
- e) saisir les objets destinés à commettre ces infractions ;
- f) prendre toutes les mesures utiles pour rétablir l'usage normal du domaine public, en particulier la circulation publique, y compris l'enlèvement d'objet et le nettoyage de la voie publique ;
- g) prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser les nuisances provoquées par la manifestation, en particulier eu égard au bruit et aux émanations de fumées.

En cas de violences et de débordements, le corps de police ou la police cantonale emploie des moyens adéquats et proportionnés pour rétablir l'ordre et identifier les perturbateurs.

En cas d'exécution par substitution, la décision de la municipalité

ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de l'intervention du corps de police, des services communaux ou de tiers, vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

L'article 17 de la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 et la loi du 13 septembre 2011 sur l'organisation policière vaudoise sont réservés.

Remise en état

Art. 31

Les biens publics endommagés ou dégradés sont remis en état dans les plus brefs délais, aux frais des personnes responsables des dégâts, à défaut aux frais de l'organisateur. L'article 30 al. 2 et 3 du présent règlement est applicable par analogie.

Obligations particulières de l'organisateur

Art. 32

L'organisateur est tenu de laisser en tout temps le libre accès des lieux où se tient la manifestation à la municipalité ou à l'autorité délégataire, au corps de police et aux services communaux.

L'organisateur est responsable du maintien du bon ordre, de l'application du présent règlement, des installations électriques, de la qualité de l'eau potable, des dispositions contre les risques naturels, du tri sélectif de la collecte et de l'élimination des déchets, de la mise en place des dispositifs nécessaires à la protection des eaux et de l'air, ainsi que de l'exécution des décisions municipales.

L'organisateur doit se conformer aux instructions de la municipalité, de l'autorité délégataire ou du service compétent en matière de prévention contre l'incendie. S'il ne se conforme pas à ces instructions, l'autorisation est immédiatement retirée.

L'organisateur doit payer à la commune, conformément au tarif édicté par la municipalité :

- a) une taxe d'autorisation ;
- b) les frais de location de place, lorsque la manifestation est organisée sur le domaine public ou privé de la commune ;
- c) les frais de surveillance, lorsque la police ou le service du feu jugent nécessaire de prendre des mesures de sécurité.

Police des spectacles et des lieux de divertissement

Art. 33

La municipalité peut édicter des dispositions particulières sur la police des spectacles et des lieux de divertissements, en particulier sur l'équipement des locaux, les mesures de contrôle nécessaires, la communication des programmes et des prix.

Disposition pénale

Art. 34

Celui qui omet de requérir une autorisation de manifester ou ne se conforme pas à sa teneur est puni d'une amende de compétence municipale. La procédure est réglée par la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions.

La réclame, sous quelque forme que ce soit, pour une manifestation non autorisée, est interdite.

Sont réservées les dispositions pénales d'autres lois.

Section III - De la circulation sur le domaine public

Police de la circulation

Art. 35

Sous réserve des dispositions fédérales et cantonales applicables, la municipalité ou l'autorité délégataire est compétente pour régler la circulation et le stationnement sur le domaine public communal et sur la voie publique.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut, par règlement, soumettre à restriction ou à interdiction de circulation ou de stationnement certains périmètres du domaine public ou de la voie publique.

Les interdictions et les restrictions portant sur les parties de la voie publique dépendant du domaine privé doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du propriétaire, du possesseur ou de la personne disposant d'un droit d'usage exclusif, sauf en cas d'urgence.

Stationnement

Art. 36

Les places de stationnement doivent être signalées et marquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de circulation routière et de signalisation.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut, par règlement, soumettre le stationnement sur le domaine public au paiement d'une taxe. A cette fin, la municipalité ou l'autorité délégataire peut :

- a) faire installer des systèmes automatiques de contrôle du temps et de paiement ou adopter tous autres dispositifs utiles pour contrôler le temps autorisé de stationnement et percevoir les taxes y relatives ;
- b) nommer des collaborateurs chargés de contrôler le temps autorisé de stationnement et le paiement des taxes y relatives ou confier cette attribution au corps de police municipal au sens de l'article 4 al. 3 de la loi du 13 septembre 2011 sur

l'organisation policière vaudoise ou des collaborateurs assermentés ;

- c) adopter un règlement sur le stationnement régissant notamment les systèmes automatiques de contrôle du temps et de paiement, les droits et obligations des usagers et des personnes visées à la let. b ci-dessus, les conditions et les modalités de délivrance, de retrait ou de suspension des autorisations spéciales ou sectorielles de stationnement, les frais et les émoluments y relatifs ;
- d) définir les périmètres dans lesquels le stationnement est limité, interdit ou soumis à autorisation.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut soumettre le stationnement sur le domaine public à autorisation. L'article 13 al. 2 et 3 du présent règlement est applicable pour le surplus.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut, à titre exceptionnel, autoriser la réservation, pour une durée limitée, de places de parc sur le domaine public.

Autorisations spéciales

Art. 37

La municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des autorisations spéciales permettant de déroger, sur le domaine public communal, à la limitation de la durée de stationnement et à d'autres prescriptions de circulation, aux conditions qu'elle fixe, notamment :

- a) en raison de nécessités particulières (déménagement, dépannage et entretien, par exemple) ;
- b) en faveur des handicapés ;
- c) aux médecins qui font régulièrement des visites à domicile ;
- d) aux médecins appelés à exécuter régulièrement des interventions urgentes hors de leur cabinet ;
- e) aux usagers exerçant un service d'urgence.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut octroyer des autorisations spéciales d'une durée de trois ans au maximum et renouvelables. Ces autorisations peuvent être soumises au paiement d'un émolument.

Autorisations sectorielles

Art. 38

La municipalité ou l'autorité délégataire peut également délivrer des autorisations spéciales pour les véhicules des habitants d'un quartier et des entreprises qui y exercent leur activité.

La municipalité ou l'autorité délégataire fournit aux usagers concernés une attestation (macaron) qui leur permet de

stationner à l'intérieur d'un périmètre préalablement défini, sans limitation de temps, dans les emplacements habituellement réservés au stationnement limité.

Ces autorisations sont soumises à un émolument.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut déléguer à la direction du corps de police la compétence de délivrer ces autorisations spéciales.

Emoluments

Art. 39

La municipalité adopte un règlement portant tarif des taxes et émoluments perçus notamment pour :

- a) les autorisations spéciales ;
- b) les autorisations sectorielles ;
- c) le stationnement limité ;
- d) la réservation de places sur le domaine public ;
- e) l'autorisation d'entreposer certains véhicules sur le domaine public ;
- f) les dérogations à des prescriptions de circulation ou aux limitations de stationnement ;
- g) le déplacement de véhicules et leur mise en fourrière.

En sus des taxes et émoluments prévus à l'alinéa 1^{er} ci-dessus et des frais occasionnés par des mesures particulières, la municipalité peut instituer une taxe d'utilisation du domaine public, calculée en fonction de la surface occupée par l'utilisateur concerné.

Le montant des taxes pour le stationnement limité encaissé annuellement ne peut dépasser le coût d'aménagement, d'entretien et de contrôle des cases de stationnement, de la location par la commune des surfaces nécessaires à la création d'emplacements de parcage accessibles au public pour le stationnement limité, ainsi que le financement de toutes mesures propres à favoriser le transfert d'un mode de transport à l'autre.

Stationnement pendant les manifestations

Art. 40

Toute manifestation sur le domaine privé au sens de l'article 27 du présent règlement doit être signalée préalablement à la municipalité ou à l'autorité délégataire lorsqu'il est prévisible, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, que l'affluence des véhicules sera de nature à perturber la circulation générale, notamment lorsqu'il importera d'organiser un stationnement spécial.

**Trottoirs, parcs
et promenades**

Art. 41

La circulation et le stationnement de tous véhicules (véhicules de service exceptés) sont interdits sur les trottoirs, dans les parcs et promenades publics.

**Enlèvement de
véhicules**

Art. 42

La municipalité ou l'autorité délégataire peut faire procéder à l'enlèvement de tout véhicule stationné irrégulièrement :

- a) qui gêne la circulation, qui perturbe des travaux en cours ou l'accès à une infrastructure publique communale, notamment vannes, stations de détente, d'épuration, de pompage, réservoirs, armoires ou stations électriques ;
- b) qui obstrue l'accès ou la sortie sur la voie publique d'un fonds privé ;
- c) qui est dépourvu de plaque d'immatriculation.

L'enlèvement est exécuté aux frais et sous la responsabilité du détenteur si celui-ci ne peut être atteint ou refuse de déplacer lui-même son véhicule.

En cas d'exécution par substitution, la décision de la municipalité ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de l'intervention du corps de police ou de tiers vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Section IV - De la sécurité des voies publiques

**Activités
dangereuses sur
le domaine
public**

Art. 43

Sur le domaine public ou ses abords, il est interdit :

- a) de jeter des projectiles, notamment d'un immeuble ;
- b) de secouer des tapis, des torchons à poussière, des plumeaux, des balais ou tous autres objets salissants au-dessus de la voie publique ;
- c) de déposer sur des rebords de fenêtres, balcons, corniches et autres supports extérieurs, des vases à fleurs, cages, garde-manger ou tous autres objets pouvant causer des accidents, salir ou incommoder les usagers ;
- d) de répandre de l'eau ou tout autre liquide en temps de gel ;
- e) de manipuler des instruments, des appareils ou tous autres objets pouvant blesser des tiers ;
- f) de suspendre ou de déposer, en un endroit surélevé, des objets dont la chute pourrait présenter un danger ;

- g) de placer sur le sol des objets ou matériaux pouvant présenter un danger ;
- h) d'escalader le mobilier urbain, notamment les arbres, les monuments, les poteaux, les signaux ou les clôtures ;
- i) d'utiliser des moyens de locomotion non autorisés tels les patins, les skis, les planches à roulettes ou les trottinettes ;
- j) de se livrer à toute autre activité dangereuse, entreprise téméraire ou acte pouvant causer un dommage aux usagers.

**Activités
dangereuses sur
la voie publique**

Art .44

Sur la voie publique ou ses abords, est interdit tout acte de nature à compromettre la sécurité des usagers, engendrer des déprédations ou entraver la circulation.

**Installations et
équipements
techniques**

Art. 45

Sauf cas d'urgence ou dérogation, il est interdit de toucher ou porter atteinte aux installations et équipements des services publics, notamment les conduites d'eau, d'électricité, de gaz et de radiodiffusion.

Mobilier urbain

Art. 46

Il est interdit d'endommager les infrastructures, installations et équipements publics ou à destination des usagers, fixes ou mobiles, notamment les éléments de signalisation, les abris, les végétaux, les clôtures, les monuments, les ornements, les plates-bandes ou les enseignes.

Travaux

Art. 47

Sur le domaine public et la voie publique ou leurs abords, tout travail de nature à présenter un danger pour les usagers, doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire. Sont réservées les autorisations ou dérogations nécessaires prévues par la législation et la réglementation et la compétence des autorités instituées par ces textes.

Tout travail constitutif d'un usage accru du domaine public est soumis à autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire. Sont notamment soumis à autorisation :

- a) tout ouvrage, fouille, installation, étalage, échafaudage, dépôt ou travail entrepris sur, sous ou au-dessus de la voie publique ;
- b) tout ouvrage, fouille, installation, étalage, échafaudage, dépôt ou travail entrepris en bordure de la voie publique, si l'usage normal de celle-ci risque d'être entravé.

L'autorisation peut être soumise à conditions. Les personnes qui

procèdent aux actes mentionnés à l'alinéa 2 ci-dessus sont tenues de prendre les mesures nécessaires afin :

- a) qu'il n'en résulte aucune entrave à la circulation ;
- b) de ne causer aucun danger aux usagers ;
- c) de protéger les biens publics ou appartenant à des tiers contre toute détérioration due aux travaux ou aux installations en relation avec l'activité exercée et d'en assurer le libre accès.

Le dépôt et l'entreposage de colis, de marchandises, de matériaux ou d'équipements pour les besoins d'un chargement ou d'un déchargement est autorisé sur la voie publique ou ses abords pendant la durée nécessaire.

**Activités
liées à des
constructions**

Art. 48

Les personnes travaillant à des constructions sont tenues :

- a) de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la chute de personnes ou de choses ;
- b) de protéger les usagers du domaine public et de la voie publique et de délimiter et signaler le périmètre des travaux ;
- c) d'indiquer de manière visible sur la voie publique le nom de l'entrepreneur ou de la personne responsable du chantier.

Il est interdit de jeter des débris, des matériaux de démolition ou tout autre objet d'un immeuble sur le domaine public et la voie publique, à moins qu'ils ne tombent dans un espace clôturé à cet effet. La pose de ces clôtures est soumise à autorisation de la municipalité ou de l'autorité délégataire. La personne bénéficiaire de l'autorisation prend toutes les mesures susceptibles de limiter les nuisances pour le voisinage, notamment en ce qui concerne les émissions de poussière et le bruit.

**Transports
dangereux**

Art. 49

Les personnes transportant des objets ou substances susceptibles de présenter un danger pour la sécurité des usagers sont tenues de prendre toutes les précautions nécessaires.

**Courses
d'entraînement
et de compé-
titions sportives**

Art. 50

L'organisation de courses d'entraînement ou de compétition de véhicules automobiles, de cycles et de personnes susceptibles d'emprunter la voie publique est soumise à autorisation de la municipalité ou de l'autorité délégataire. La demande d'autorisation doit être présentée à la municipalité, le cas échéant par le guichet cantonal prévu à cet effet, par l'organisateur, dans un délai minimum de trente jours avant la tenue de la manifestation.

L'autorisation peut être soumise à condition. La municipalité ou l'autorité délégataire prescrit les itinéraires et ordonne les mesures de sécurité nécessaires aux frais de l'organisateur.

Sont réservés les lois, règlement ou les directives du Conseil d'Etat qui définissent les types de manifestations nécessitant un concept de sécurité à mettre en place par l'organisateur, par la municipalité et par les départements cantonaux et les compétences des départements ou services de l'Etat concernés. Les articles 27 à 34 du présent règlement sont applicables pour le surplus.

Pêche

Art. 51

Est interdite la pêche à la ligne du haut des ponts, passerelles.

Clôtures

Art. 52

Les clôtures de barbelés, haies sèches et tous les autres genres de clôtures susceptibles de créer un danger pour les usagers ou les animaux sont interdits en bordure de voie publique, notamment le long des routes, des trottoirs, des places et des chemins publics.

Plantations et haies

Art. 53

Les arbres, arbustes, haies vives et toute autre végétation plantée dans les propriétés bordières, doivent être taillés de manière à ne pas masquer la visibilité des usagers, les signaux de circulation, les plaques indicatrices des noms de rues, les numéros d'immeubles, les plaques signalétiques des réseaux eau, gaz et électricité, les lampes de l'éclairage public, ni gêner la circulation des piétons ou l'entretien du domaine public.

Section V - De la voirie

Principe

Art. 54

Le domaine public et la voie publique sont placés sous la sauvegarde des usagers.

Interdictions

Art. 55

Il est interdit :

- a) de dégrader, endommager ou salir, de quelque manière que ce soit, tout ce qui est destiné à l'usage commun du plus grand nombre d'administrés, en particulier les chaussées, les trottoirs, les parcs, les promenades, le mobilier urbain et tous les autres objets sis sur le domaine public et la voie publique, ainsi que les clôtures, les végétaux, les murs, les portes et tous les autres équipements ou installations qui les bordent ;
- b) de déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate ;

- c) de déposer des déchets au sens de l'article 57 du présent règlement en dehors des jours, des heures et des lieux de dépôt fixés par la municipalité ou l'autorité délégataire, ou de se servir de sacs non officiels.
- d) de jeter des papiers, des débris ou autres objets, y compris les déchets visés à l'article 57 al. 1 let. a du présent règlement, sur la voie publique ou ses abords, dans les forêts, lacs et cours d'eau ;
- e) de laver des animaux, des objets, ou d'effectuer des activités susceptibles de provoquer des salissures ou une pollution ;
- f) de laver ou de réparer des véhicules ou autres engins de sulfatage
- g) d'éparpiller les déchets au sens de l'article 57 al. 1 let. a du présent règlement déposés sur la voie publique en vue de leur enlèvement ou de procéder à l'ouverture des sacs ou des réceptacles de tels déchets.

L'alinéa 1 ci-dessus est également applicable aux voies privées accessibles au public.

Toute personne qui dégrade ou salit le domaine ou la voie publique est tenue de le remettre immédiatement en état. A défaut, la municipalité ou l'autorité délégataire peut ordonner que la réparation ou le nettoyage soit opéré par les services communaux aux frais du perturbateur, après une mise en demeure mentionnant l'exécution par substitution. En cas d'urgence, l'article 30 al. 1 let. g du présent règlement est applicable.

En cas d'exécution par substitution, la décision de la municipalité ou de l'autorité délégataire relative à la créance résultant de l'intervention du corps de police, des services communaux ou de tiers vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Nettoyage

Art. 56

Le nettoyage de la voie publique, en particulier des rues, des places, des promenades et des parcs publics, est assuré par les services communaux.

Le nettoyage des chemins privés incombe aux propriétaires, aux possesseurs ou aux autres ayants droit de ceux-ci.

Déchets

Art. 57

La collecte, la gestion et l'élimination des déchets font l'objet d'un règlement communal spécifique. La municipalité peut édicter des dispositions complémentaires concernant :

- a) les endroits de dépôt selon les catégories de déchets ;
- b) les jours, heures et lieux de dépôt et de ramassage ;
- c) l'enlèvement différencié des déchets selon leur genre (ordures ménagères, déchets encombrants, verre, déchets spéciaux, etc.) ;
- d) le mode de collecte (volontaire ou au porte-à-porte) ;
- e) le conditionnement des déchets ;
- f) l'utilisation de conteneurs, l'emplacement et l'aménagement de l'endroit où ils seront déposés ;
- g) les conditions spéciales d'évacuation des déchets provenant d'exploitations commerciales, industrielles ou artisanales, de bâtiments administratifs ou scolaires.

Les déchets déposés sur la voie publique deviennent propriété de la commune.

Service hivernal

Art. 58

Les services communaux procèdent au déblaiement de la voie publique.

Les usagers, en particulier les riverains :

- a) ne sont pas autorisés à repousser la neige sur la voie publique, ni à y déverser celle des toits ;
- b) sont tenus de prendre toute mesure utile pour éviter la formation de glaçons ou d'amas de neige sur les immeubles susceptibles de menacer la sécurité des usagers de la voie publique.

Distribution d'objets sur la voie publique

Art. 59

Sont soumis à autorisation de la municipalité ou de l'autorité délégataire :

- a) la distribution d'imprimés commerciaux, publicitaires ou d'articles de réclame sur la voie publique ;
- b) la distribution ou la vente de confettis, serpentins ou de tous autres articles de fête ;
- c) la distribution ou la vente de tous autres objets de nature à incommoder les usagers ou à salir la voie publique ou ses abords.

Fontaines publiques

Art. 60

Il est interdit :

- a) de se livrer à tout travail dans les bassins ou fontaines publics, ou à proximité de ces objets en utilisant leur eau ;

- b) de souiller, de détourner ou de vider l'eau des bassins ou fontaines publics ;
- c) d'obstruer les canalisations d'amenée ou d'évacuation des bassins ou fontaines publics ;
- d) d'encombrer et de salir les abords des bassins ou fontaines publics.

Parcs publics

Art. 61

La municipalité est compétente pour adopter un règlement concernant l'accès aux parcs publics, leur utilisation et les activités qui y sont autorisées.

La municipalité peut nommer des collaborateurs affectés à la surveillance des parcs (gardes-parcs).

Chapitre II - De l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité et de la morale publics

Section I - De l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics

Principe

Art. 62

La préservation de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publics relève de la responsabilité individuelle de chaque usager.

Interdictions

Art. 63

Tout acte sur le domaine public de nature à porter atteinte à l'ordre, à la tranquillité, à la sécurité et au repos publics est interdit. Sont notamment compris dans cette interdiction : les querelles, les bagarres, les chants bruyants, les cris, les attroupements tumultueux ou gênant la circulation ou les usagers, les pétards, les coups de feu, les jeux bruyants ou autres bruits excessifs. Sont réservées les animations ponctuelles du Cartel des sociétés locales.

Les jeux d'argent et autres activités ludiques dans lesquels sont investies des valeurs patrimoniales sont interdits sur le domaine public.

Mendicité

Art. 64

Par mendicité au sens du présent règlement, il faut entendre toute activité destinée à solliciter du public des prestations en argent ou en nature, sans contre-prestation, qui ne sont pas destinées à des œuvres de bienfaisance reconnues d'intérêt public.

Ne sont pas comprises dans la définition de l'alinéa 1^{er} ci-dessus,

les personnes interprétant des performances artistiques ou musicales (artistes ou musiciens de rue), à la condition d'être au bénéfice d'une autorisation municipale. La municipalité ou l'autorité délégataire peut subordonner la délivrance de telles autorisations à une audition préalable du requérant afin de déterminer la nature et la qualité de la performance. Elle peut adopter un règlement portant notamment sur les modalités de l'audition préalable, sur l'occupation du domaine public par les personnes susvisées et les émoluments y relatifs.

La mendicité est interdite sur le territoire communal. L'autorité municipale compétente au sens de la loi sur les contraventions peut :

- a) renoncer à prononcer l'amende si les circonstances justifient une exemption de peine ;
- b) adresser auprès des services sociaux compétents les personnes s'adonnant à la mendicité.

Ivresse sur la voie publique

Art. 65

Il est interdit de se présenter ou de se déplacer sur la voie publique en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants.

Sans préjudice des éventuelles poursuites en matière pénale, le contrevenant peut être appréhendé par la municipalité, l'autorité délégataire ou le corps de police et être gardé au poste de police ou dans les locaux de l'administration jusqu'à ce que les effets des substances absorbées se soient résorbés.

Mesures de sûreté

Art. 66

L'autorité délégataire peut appréhender, pour une durée de moins de trois heures, une personne et au besoin la conduire au poste pour établir son identité, l'interroger brièvement et déterminer si elle a commis une infraction. La personne doit être libérée immédiatement s'il n'existe pas de soupçons concrets à son encontre. Elle doit être arrêtée s'il existe des soupçons d'infraction.

Le délégataire peut arrêter provisoirement et conduire au poste toute personne qu'elle a surprise en flagrant délit de contravention ou interceptée immédiatement après un tel acte si :

- ⇒ la personne refuse de décliner son identité ;
- ⇒ la personne n'habite pas en Suisse et ne fournit pas immédiatement des sûretés pour l'amende encourue ;
- ⇒ l'arrestation est nécessaire pour empêcher cette personne de commettre d'autres contraventions.

Si la détention dépasse trois heures, la prolongation de la garde doit être ordonnée par des membres de corps de police habilités par la Confédération ou le Canton. Dans tous les cas, l'arrestation ne doit pas dépasser vingt-quatre heures.

Mention de ces opérations est faite dans le journal de poste et dans le rapport de dénonciation.

Identification

Art. 67

Il interdit de se présenter ou de se déplacer sur la voie publique avec le visage dissimulé ou en tenue rendant non reconnaissable un usager. L'article 17 de la loi pénale vaudoise du 19 novembre 1940 est réservé. Sont réservées les manifestations du nouvel-an et halloween.

La municipalité, l'autorité délégataire ou le corps de police peut appréhender et conduire au poste de police, aux fins d'identification, toute personne réalisant les conditions de l'alinéa 1^{er} ci-dessus ou qui ne peut justifier de son identité. Les personnes dépourvues de papiers d'identité ou en séjour illégal sont signalées à l'autorité cantonale compétente.

L'article 66 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.

Police du bruit

Art. 68

Il est interdit de faire du bruit sans nécessité.

Chacun est tenu de prendre les précautions requises par les circonstances pour éviter de troubler la tranquillité et le repos d'autrui, notamment au voisinage des hôpitaux, des cliniques, des écoles et des lieux où se déroule une cérémonie funèbre ou religieuse.

La municipalité est compétente pour édicter des dispositions relatives aux conditions d'utilisation des appareils bruyants et à l'obligation de les munir de dispositifs spéciaux dont elle peut préciser les caractéristiques.

Repos public

Art. 69

Tout bruit de nature à troubler la tranquillité et le repos d'autrui est interdit :

- a) entre 22h00 et 07h00, ainsi que les jours de repos publics tels que définis à l'article 88 du présent règlement ;
- b) entre 12h00 et 13h00 ainsi que le samedi, avant 9h00 et après 18h00.
- c) Les sulfatages en général sur tout le vignoble peuvent se dérouler à partir de 05h00 le matin et se terminer à 22h00 au

plus tard, sauf en cas de circonstances exceptionnelles dommageables aux cultures.

La présente interdiction comprend les tondeuses, les débroussailleuses, les scies électriques et tous engins bruyants ou susceptibles de gêner le voisinage.

L'article 68 du présent règlement est réservé.

Instruments et appareils sonores ou à amplificateur de sons

Art. 70

L'utilisation d'instruments et d'appareils sonores ou amplificateurs de sons :

- a) est interdite sur le domaine public et sur la voie publique sans autorisation préalable ;
- b) est autorisée dans les immeubles ou les véhicules, pour autant que le bruit ne cause pas des nuisances aux usagers, en particulier aux riverains et voisins. Leur bruit ne doit pas s'entendre de l'extérieur des immeubles ou véhicules.

Sont compris dans les interdictions et restrictions du présent article, les instruments de musique, d'appareils porteurs, reproducteurs ou amplificateurs de son ou d'images.

L'article 66 et les dispositions sur les manifestations et spectacles du présent règlement et les dispositions concernant les établissements au sens de la législation et la réglementation en matière d'auberges et de débits de boissons sont réservées.

Moteurs et travaux de carrosserie

Art. 71

Il est interdit d'essayer ou de régler des moteurs ou d'effectuer des travaux de carrosserie ailleurs qu'à l'intérieur des garages et ateliers réservés à cet effet.

Section II - De la morale publique

Actes contraires à la décence

Art. 72

Tout acte ou habillement contraire à la décence ou à la morale publique est interdit. Est compris dans cette interdiction le fait de ne pas porter de vêtements.

L'article 63 est applicable en cas de contravention à cette interdiction.

Mascarades

Art. 73

Aucune mascarade, aucun cortège costumé, ne peut avoir lieu sur la voie publique sans l'autorisation préalable de la municipalité ou

de l'autorité délégataire. Les articles 29 à 32 du présent règlement sont réservés.

Sont notamment interdits les masques et tenues indécentes.

Objets contraires à la décence

Art. 74

En tout lieu à la vue du public ou accessible à celui-ci, il est interdit :

- a) d'exposer, de vendre ou de distribuer des objets de nature à blesser la décence ou à offenser la morale, notamment des écrits, des images ou des documents sonores ou visuels ;
- b) de montrer ou de remettre à des personnes de moins de seize ans tout objet susceptible de compromettre leur développement physique, psychique ou moral.

Les commerçants peuvent être requis de présenter leurs catalogues et toutes pièces utiles.

Incitation à la débauche

Art. 75

Tout comportement public de nature à inciter à la débauche est interdit.

Prostitution

Art. 76

Sur le domaine public, dans les lieux accessibles au public ou exposés à la vue de celui-ci, la prostitution, telle que définie dans la législation cantonale, est interdite dans la mesure où elle trouble l'ordre et la tranquillité publics, entrave la circulation, engendre des nuisances ou blesse la décence, soit notamment :

- a) dans les secteurs ayant un caractère prépondérant d'habitation ;
- b) aux arrêts de transports publics ;
- c) dans les parcs, promenades et places de jeux ou leurs abords ;
- d) dans les immeubles publics, tels les églises, les cimetières, les écoles, les parkings publics, dans les toilettes publiques et hôpitaux ou leurs abords ;
- e) dans les établissements publics ou leurs abords ;
- f) dans les lieux frappés d'une interdiction de périmètre au sens de l'article 26 al. 2 du présent règlement.

La municipalité peut édicter des prescriptions complémentaires sur la prostitution de rue et la prostitution de salon.

Section III - De la police des bains, des plages et des établissements de baignade publics

Baignade interdite	Art. 77 Il est interdit de se baigner dans les plans d'eau (Communailles) de la commune.
Vêtements	Art. 78 A l'exception des enfants en bas âge, les personnes qui prennent un bain dans un lieu public ou exposé à la vue du public ou des voisins, qui fréquentent un bain, une plage, un établissement de baignade publics ou un lieu de camping, sont tenues de porter une tenue décente. Elles doivent se vêtir dès qu'elles quittent la zone concernée.
Compétence municipale	Art. 79 La municipalité peut édicter les prescriptions applicables dans les établissements de bains privés ou publics réglant notamment le respect de la décence et de la morale publique, de la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publique et de la sécurité des personnes. Les tenanciers de ces établissements sont tenus de faire observer ces prescriptions. Ils peuvent faire appel au corps de police en cas de besoin.
Surveillance des plages et bains	Art. 80 La municipalité peut instituer un service de surveillance des plages et des bains dont l'activité peut s'étendre à l'ensemble de ceux-ci ou à certains d'entre eux.

Section IV - De la police du camping et du caravanning

Camping et caravanning	Art. 81 Il est interdit de camper sur la voie publique ou ses abords. Sur le domaine privé, le camping occasionnel n'est permis qu'avec l'accord du propriétaire, du locataire, du fermier ou du possesseur à un autre titre de l'immeuble. L'autorisation de la municipalité ou de l'autorité délégataire est obligatoire pour toute durée excédant quatre jours. L'autorisation peut être refusée, notamment lorsque le campeur ne dispose pas d'installations sanitaires à proximité. La municipalité est compétente pour adopter un règlement sur le camping et le caravanning, l'article 11 bis du présent règlement est réservé.
-------------------------------	--

Section V - De la police des mineurs

Définitions

Art. 82

Au sens du présent règlement, sont considérées comme :

- a) mineurs : les administrés âgés de moins de 18 ans révolus ;
- b) majeurs : les administrés âgés de plus de 18 ans.

Restrictions

Art. 83

Il est interdit aux mineurs :

- a) de fumer ;
- b) de moins de 16 ans, de consommer des boissons alcoolisées ;
- c) de consommer des boissons distillées ou considérées comme telles ;
- d) de consommer des produits stupéfiants ;
- e) de sortir non accompagnés d'un majeur responsable entre 22h00 et 06h00.

Les mineurs doivent se conformer aux règles en vigueur dans l'établissement scolaire qu'ils fréquentent.

Etablissements

Art. 84

Les mineurs de moins de 12 ans révolus n'ont accès aux établissements au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (ci-après : établissements) que s'ils sont accompagnés d'un majeur. Toutefois dès l'âge de 10 ans révolus, ils peuvent avoir accès aux établissements jusqu'à 18h00, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale.

Les mineurs âgés de 12 à 16 ans non accompagnés d'un adulte peuvent fréquenter les établissements jusqu'à 20h00, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'alinéa 6 ci-dessous, et des salons de jeux, s'ils sont en possession d'une autorisation parentale.

L'autorisation parentale doit être écrite, datée et signée et indiquer clairement le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone des parents ou des représentants légaux du mineur autorisé. Elle indique également le nom, le prénom et la date de naissance du mineur, ainsi que les établissements qu'il est autorisé à fréquenter.

Le mineur au bénéfice d'une telle autorisation doit être en mesure de la présenter en tout temps.

Les mineurs de plus de 16 ans révolus peuvent fréquenter tous les établissements, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'alinéa 6 ci-dessous.

Même pourvus d'une autorisation parentale ou accompagnés d'un majeur responsable, les mineurs ne peuvent fréquenter les dancings, les night-clubs et les locaux à l'usage de rencontres érotiques.

Un avis doit être placé à l'entrée et à l'intérieur des locaux visés à l'alinéa 6 ci-dessus et des salons de jeux. Cet avis mentionne l'âge légal d'entrée et l'obligation pour tout administré d'établir son âge exact.

Bals publics et de sociétés

Art. 85

L'accès aux bals publics et de sociétés est interdit aux mineurs qui ne sont pas entrés dans leur seizième année ou qui ne sont pas libérés de la scolarité obligatoire, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un majeur responsable ou qu'ils ne participent à la soirée en qualité de membres actifs de la société organisatrice.

Disposition pénale

Art. 86

Pour toute violation des articles 83 et 84 ci-dessus, les mineurs, les majeurs qui les accompagnent, les tenanciers et les organisateurs de manifestations sont considérés comme contrevenants.

Sont également considérés comme contrevenants les parents ou les représentants légaux des mineurs en cas de violation de leur devoir de surveillance ou de négligence.

Activités prohibées

Art. 87

Les mineurs de moins de 16 ans ne peuvent porter sur eux ou utiliser des objets ou matières dangereux.

La vente de ces objets ou matières dangereux est interdite aux mineurs de moins de 16 ans.

Constituent des objets ou des matières dangereuses, les poudres explosives, les pièces d'artifices, les armes au sens de la législation fédérale, les substances chimiques ou gazeuses et tous autres objets ou matières présentant un danger pour les personnes.

Section VI - Des périodes de repos public

Jours fériés

Art. 88

Au sens du présent règlement sont jours de repos public les dimanches et les jours fériés légaux et usuels, soit les 1^{er} et 2 janvier, le Vendredi Saint, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le

Lundi de Pentecôte, le 1^{er} août, le Lundi du Jeûne fédéral et Noël (25 décembre).

Activités interdites ou suspendues

Art. 89

Pendant les jours de repos publics sont interdits les travaux extérieurs et intérieurs bruyants.

Ne font pas l'objet de l'interdiction prévue par l'alinéa 1^{er} ci-dessus, les travaux des entreprises de service public ou exigeant une exploitation continue, ainsi que des travaux urgents ou exigés par le maintien ou le rétablissement de la sécurité publique, de même que ceux indispensables à la conservation des cultures ou la protection des récoltes.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des dérogations. Celles-ci doivent être sollicitées au moins 30 jours à l'avance.

Manifestations

Art. 90

La municipalité ou l'autorité délégataire peut limiter les manifestations au sens de l'article 27 du présent règlement, notamment les spectacles, les compétitions sportives ou les autres divertissements publics lors des jours fériés au sens de l'article 88 du présent règlement et, notamment, le Vendredi Saint, à Pâques, à l'Ascension, à la Pentecôte et à Noël (25 décembre).

Section VII - De la police et de la protection des animaux

Ordre et tranquillité publics

Art. 91

Les détenteurs d'animaux sont tenus de prendre toutes mesures utiles pour empêcher ceux-ci de :

- a) porter atteinte à la sécurité publique ou à celle d'autrui ;
- b) troubler l'ordre et la tranquillité publics ;
- c) commettre des dégâts ;
- d) gêner le voisinage, notamment par leurs cris et leurs odeurs ;
- e) errer sur le domaine public ;
- f) salir la voie publique, trottoirs, parcs et promenades. Les détenteurs d'animaux qui ramassent immédiatement les souillures ne sont pas punissables ;
- g) de divaguer ;
- h) de pénétrer dans les cimetières, les préaux et terrains scolaires, les commerces d'alimentation, les marchés, les plages et les établissements de bains publics.

Chiens

Art. 92

Tout détenteur d'un chien annonce à l'autorité communale compétente dans les deux semaines la naissance, l'acquisition, la cession ou la mort de l'animal, ainsi que tout changement d'adresse.

Les chiens qui ne sont pas identifiés selon ce que prévoit la loi sur la police des chiens et son règlement d'application doivent être signalés au vétérinaire cantonal.

L'article 17 alinéas 2 à 5 de la loi sur la police des chiens définit les modalités selon lesquelles les chiens doivent être tenus en laisse courte dans les lieux, les transports et les manifestations publics.

La municipalité peut en plus définir des lieux publics dont l'accès est interdit aux chiens et ceux dans lesquels ils doivent être tenus en laisse. Si la municipalité impose la tenue en laisse générale sur tout le domaine public communal, elle doit en dérogation définir des zones où les chiens peuvent s'ébattre librement.

Il est interdit d'utiliser un chien pour intimider, incommoder ou provoquer toute personne.

La loi sur la police des chiens et son règlement d'application sont réservés.

Animaux dangereux

Art. 93

Tout animal dangereux doit être signalé à la municipalité ou à l'autorité délégataire.

A moins d'un danger imminent nécessitant d'abattre l'animal sans délai, la municipalité ou l'autorité délégataire intervient conformément à ce que prévoit le code rural et foncier.

Le règlement sur le séquestre et la mise en fourrière d'animaux est réservé.

Animaux errants

Art. 94

La municipalité ou l'autorité délégataire prend les mesures relatives à la divagation des animaux.

Elle informe le vétérinaire cantonal si ces animaux sont suspects d'épizootie ou s'ils présentent un problème du point de vue de la législation sur la protection des animaux.

Animaux sauvages

Art. 95

Sauf autorisation spéciale de la municipalité ou de l'autorité délégataire, il est interdit de déambuler ou de pénétrer dans un lieu ouvert au public avec un animal sauvage.

Abattage

Art. 96

Il est interdit de tuer des animaux sur la voie publique ou aux abords de celle-ci, sauf en cas d'urgence ou pour préserver un intérêt public ou privé prépondérant.

Cavaliers et chevaux

Art. 97

Les cavaliers sont tenus de rester sur les chemins et sentiers et de respecter les bordures de routes et les cultures.

Il est interdit sur la voie publique :

- a) de confier un cheval, attelé ou non, à une personne qui n'a pas les aptitudes requises pour le maîtriser ;
- b) de laisser un cheval, attelé ou monté, ou tout autre animal, prendre, dans la localité, le galop ou toute autre allure dangereuse pour le public.

Les conducteurs d'attelages doivent constamment se tenir à portée de leurs chevaux et être en état de les maîtriser.

Section VIII - De la police du feu

Principe

Art. 98

Il est interdit de faire du feu à l'air libre. Sont notamment compris dans cette interdiction l'incinération de déchets urbains, carnés ou de chantier et les substances explosives ou présentant des risques pour les usagers. Les déchets naturels végétaux provenant de l'exploitation des forêts, des champs et des jardins sont compostés en priorité.

Ne sont pas compris dans cette interdiction :

- a) les feux dans des supports destinés aux grillades ou à la préparation de mets. La municipalité ou l'autorité délégataire peut les interdire dans certaines zones ou pendant certaines périodes ;
- b) l'incinération de petites quantités de déchets végétaux détenues par les particuliers sur les lieux de production. En cas de gros feu, une autorisation auprès de la DGE est obligatoire ;

Les feux visés à l'alinéa 2 ci-dessus sont autorisés pour autant que toutes les précautions aient été prises pour parer à tout danger d'incendie et qu'il n'en résulte pas de nuisances pour le voisinage, notamment en ce qui concerne les émissions de fumée, et qu'ils ne soient pas allumés sur la voie publique, dans les lieux accessibles au public ou aux abords de ceux-ci, à moins de dix mètres des bâtiments, des dépôts de foin, de paille, de combustibles ou de toute autre substance inflammable. L'article 101 du présent règlement est réservé.

**Matières
inflammables**

Art. 99

Il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des produits usuels vendus dans les commerces, ou d'autres matières assimilables.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer des mesures de sécurité relatives à la préparation, la manutention et l'entreposage de telles matières.

**Propagation de
feu et émissions
de fumées**

Art. 100

L'usager doit prendre toutes dispositions utiles afin d'éviter tout risque de propagation de feu et afin de ne pas incommoder les voisins par des émissions de fumée notamment.

**Restrictions
dues à
l'environnement**

Art. 101

Tout feu est interdit :

- a) dans les environnements secs ;
- b) pendant les périodes de sécheresse ; ou
- c) en cas de vent violent.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut prendre des dispositions particulières d'urgence, applicables sans délai, pour interdire ou limiter les feux.

Usage d'explosifs

Art. 102

L'usage de substances explosives est interdit sans autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire.

L'usager autorisé doit prendre, à ses frais, toutes dispositions utiles afin d'éviter tout risque d'atteinte aux personnes et aux biens. La municipalité ou l'autorité délégataire peut prescrire les mesures de sécurité nécessaires.

**Engins
pyrotechniques**

Art. 103

L'emploi d'engins pyrotechniques est soumis à autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire.

Celle-ci peut accorder des autorisations générales d'employer des pièces d'artifice ou certaines catégories d'entre elles à l'occasion de manifestations particulières et notamment du 1^{er} août.

La municipalité peut :

- a) en tout temps, édicter, pour des motifs de sécurité, des dispositions plus restrictives quant à l'emploi d'engins pyrotechniques, même lors d'une utilisation dans le cadre de manifestations sur le domaine privé ;

- b) soumettre la vente de pièces d'artifice à l'autorisation préalable. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être refusée que lorsque le vendeur ne peut satisfaire aux obligations de sécurité que lui imposent les législations fédérale et cantonale.

La législation et la réglementation fédérales sont réservées.

Illuminations et cortèges aux flambeaux

Art. 104

Aucune illumination ou cortège aux flambeaux ne peut avoir lieu sans autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire. Les articles 27 à 34 du présent règlement sont applicables pour le surplus.

Locaux

Art. 105

La municipalité ou l'autorité délégataire peut interdire l'utilisation de locaux présentant un danger particulier en cas d'incendie.

Service de défense contre l'incendie et de secours

Art. 106

L'organisation du service de défense contre l'incendie et de secours est régie par une collaboration intercommunale (SDIS).

Bornes hydrantes et locaux du service de défense contre l'incendie et de secours

Art. 107

Tout dépôt ou stationnement gênant l'accès aux bornes hydrantes et aux locaux servant au dépôt du matériel de défense incendie et de secours est interdit.

L'utilisation des bornes hydrantes à des fins privées est interdite, sauf autorisation de la municipalité, de l'autorité délégataire ou du service compétent.

Les sorties de secours des bâtiments et leur accès par les véhicules du service du feu doivent être constamment libres.

Section IX - De la police des eaux

Interdictions

Art. 108

Il est interdit :

- a) de souiller les eaux publiques ;
- b) d'endommager les digues, berges, passerelles, barrages, prises d'eau et tous autres ouvrages en rapport avec les eaux publiques ;
- c) de manœuvrer les vannes, prises d'eau, et installations analogues en rapport avec les eaux publiques, sauf cas d'urgence ;
- d) d'extraire sans autorisation des matériaux du lit des cours

d'eau, ou de leurs abords immédiats ;

- e) de faire des dépôts de quelque nature que ce soit dans le lit des canaux et cours d'eau du domaine public ;
- f) de porter atteinte à tout autre équipement, installation ou ouvrage nécessaire à l'acheminement, la distribution ou à l'évacuation des eaux publiques.

Eaux privées

Art. 109

Les coulisses, canalisations et ruisseaux privés sont entretenus par leur propriétaire, de manière à éviter tout dommage aux personnes et aux biens.

En cas de carence du propriétaire, la municipalité ou l'autorité délégitaire prend toutes les mesures nécessaires aux frais de celui-ci.

En cas d'exécution par substitution, la municipalité ou l'autorité délégitaire facture les frais d'intervention. La décision y relative vaut titre de mainlevée au sens de l'article 80 de la loi 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Navigation

Art. 110

Toute navigation, avec ou sans moteur, est interdite dans les gravières des Communes

Chapitre III - De l'hygiène et de la salubrité

Section I - De la police de l'hygiène et de la salubrité

Autorité sanitaire

Art. 111

La municipalité constitue l'autorité sanitaire. Elle peut se faire assister par la commission de salubrité.

Mesures d'hygiène et de salubrité publiques

Art. 112

La municipalité peut édicter les prescriptions nécessaires à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques et prend les mesures indispensables y relatives, notamment :

- a) pour maintenir l'hygiène dans les habitations ;
- b) pour combattre les maladies transmissibles et en limiter les effets ;
- c) pour assurer les meilleures conditions de salubrité à la population.

La législation et la réglementation cantonales sont réservées.

Inspection des locaux

Art. 113

La municipalité, l'autorité délégataire ou toute direction compétente a le droit de faire procéder, en tout temps, à l'inspection des locaux servant à l'exploitation d'un commerce et des lieux de travail.

Elles peuvent également ordonner, d'office ou sur réquisition, l'inspection d'une habitation aux fins de vérifications du respect des exigences de l'hygiène et de la salubrité, moyennant avis préalable donné à l'occupant, sauf cas d'urgence.

La municipalité, l'autorité délégataire ou toute direction compétente peut faire procéder aux inspections visées aux alinéas 1^{er} et 2 ci-dessus avec l'assistance de la police.

Les dispositions en matière de police des constructions sont au surplus réservées.

Opposition aux inspections

Art. 114

Sous réserve des cas qui relèvent de la compétence pénale du préfet, toute personne qui s'oppose aux inspections prévues à l'article 113 du présent règlement est passible des peines prévues pour les contraventions au règlement.

Entreprises

Art. 115

L'exploitation de toute entreprise commerciale, industrielle ou artisanale comportant des risques pour l'hygiène ou la salubrité publique, notamment par l'emploi de substances nuisibles, insalubres ou malodorantes, doit être annoncée à la municipalité ou à l'autorité délégataire et faire l'objet d'une autorisation préalable.

Les autorisations cantonales sont réservées.

Travail ou activité comportant des risques pour l'hygiène et la salubrité publiques

Art. 116

Tout travail et toute activité comportant des risques pour l'hygiène ou la salubrité publique, notamment par l'emploi de substances nuisibles, insalubres ou malodorantes, doivent être accomplis de manière à ne pas incommoder les voisins et à ne pas porter préjudice à la salubrité publique.

Il est notamment interdit :

- a) de conserver, de jeter ou de laisser en un lieu où elles peuvent exercer un effet nocif, des matières et des substances insalubres, sales, malodorantes ou de toute autre matière nuisible à la santé, tels que poussières, eaux grasses, déchets de denrées ou d'aliments ;

- b) de transporter ces matières sans les placer dans des récipients appropriés, étanches et hermétiquement clos ;
- c) de transporter ces matières avec des denrées destinées à la consommation humaine ou animale.

Section II - De la police des inhumations et du cimetière

Autorité compétente	Art. 117 La municipalité ou l'autorité délégataire organise le service des inhumations.
Compétence réglementaire	Art. 118 La municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur : <ul style="list-style-type: none">a) la police des inhumations ;b) la police du cimetière ;c) les taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations et concessions en lien avec les objets visés aux lettres a et b ci-dessus et à toute autre activité nécessitant une prestation de la municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.

Chapitre IV - De la police des activités économiques

Section I - De la police des établissements

Champ d'application et définitions	Art. 119 Sont considérés comme établissement au sens du présent règlement tous les établissements au bénéfice de licences ou d'autorisations spéciales au sens de la loi sur les auberges et les débits de boissons (LADB). Constituent des établissements de nuit, les établissements qui sont au bénéfice d'une licence de discothèque ou de night-club. Constituent des établissements de jour, tous les autres établissements.
Périodes d'ouverture et de fermeture des établissements de jour	Art. 120 Les établissements de jour ne peuvent être ouverts qu'entre 06h00 et 24h00. Des prolongations d'horaire peuvent être autorisées par la municipalité ou l'autorité délégataire moyennant le paiement d'un émoulement et dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt public ou à un intérêt privé prépondérant.

**Périodes
d'ouverture et
de fermeture des
établissements
de nuit**

Art. 121

Les établissements de nuit ne peuvent être ouverts qu'entre 18h00 et 04h00.

Des ouvertures anticipées et ou des prolongations d'horaire peuvent être autorisées par la municipalité ou par l'autorité délégataire moyennant le paiement d'un émolument et dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt public ou à un intérêt privé prépondérant.

**Compétence
réglementaire**

Art. 122

La municipalité est compétente pour établir un règlement portant tarif des taxes relatives :

- a) à l'octroi et au retrait des autorisations de prolongations d'horaires et d'ouvertures anticipées ;
- b) aux activités annexes visées à l'article 128 du présent règlement ;
- c) aux activités susceptibles de générer des nuisances sonores visées à l'article 129 du présent règlement ;
- d) à toute autre activité nécessitant une prestation de la municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.

Prolongations

Art. 123

Lorsque la municipalité ou l'autorité délégataire octroie une autorisation de prolongation d'ouverture ou une autorisation d'ouverture anticipée, le tenancier doit payer les taxes y relatives selon le règlement visé à l'article 122 du présent règlement.

Les autorisations de prolongation d'ouverture des établissements visés à l'article 120 ne peuvent être octroyées que dans les limites suivantes :

- a) jusqu'à 01h00 du matin du lundi au vendredi ; ou
- b) jusqu'à 02h00 du matin du samedi au dimanche.

Les autorisations visées à l'alinéa 2 ci-dessus doivent être demandées au poste de police au moins trente minutes avant l'heure de fermeture normale.

Les demandes d'autorisations pour une fermeture plus tardive que les limites visées à l'alinéa 2 ci-dessus doivent être déposées auprès de la municipalité ou de l'autorité délégataire par écrit dix jours à l'avance.

Accès aux établissements en dehors des périodes d'ouverture

Art. 124

En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, nul ne peut y être toléré, ni s'y introduire.

Ne sont pas compris dans l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, les clients d'hôtels, de pensions ou de tout autre établissement autorisé à accueillir des hôtes. Seuls les hôteliers ou les maîtres de pensions sont autorisés à admettre les hôtes.

Disposition pénale

Art. 125

Le fait d'ouvrir ou de maintenir ouvert un établissement en dehors des périodes d'ouverture et sans autorisation est puni d'une contravention.

Le titulaire de la licence, le tenancier, les consommateurs, les acheteurs et toute autre personne n'agissant pas dans le cadre d'un service officiel se trouvant sur les lieux sont passibles de l'amende.

Police des établissements

Art. 126

Tous actes de nature à troubler l'ordre, la tranquillité, la sécurité et la morale publics sont interdits dans les établissements.

Le titulaire de la licence ou le tenancier et ses auxiliaires sont responsables de la police des établissements et veillent au respect des interdictions visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus. S'ils ne peuvent y parvenir, ils sont tenus d'en aviser immédiatement la police.

Les personnes visées à l'alinéa 2 ci-dessus peuvent :

- a) rappeler à l'ordre les contrevenants aux interdictions visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus ;
- b) expulser les contrevenants aux interdictions visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus qui n'obtempèrent pas à un rappel à l'ordre ;
- c) refuser ultérieurement l'accès à l'établissement à des contrevenants.

Vente à l'emporter

Art. 127

La vente à l'emporter de boissons par les tenanciers d'établissements et leurs auxiliaires est interdite durant l'heure précédant la fermeture normale, ainsi que durant les éventuelles prolongations.

Activités annexes

Art. 128

Doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire :

- a) les bals ;
- b) les animations musicales ;

- c) les performances artistiques ;
- d) les animations ludiques ;
- e) toute autre activité susceptible de générer des nuisances sonores à l'égard des riverains.

L'autorisation peut déterminer les conditions et la durée des activités visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus.

L'autorisation est soumise à une taxe. La taxe visée à l'article 122 du présent règlement est réservée.

**Activités
susceptibles de
générer des
nuisances
sonores**

Art. 129

Sauf autorisation préalable de la municipalité ou de l'autorité délégataire, sont interdits dans les établissements, leurs dépendances et leurs abords :

- a) de 22h00 à 06h00, les activités bruyantes ainsi que l'emploi d'appareils reproducteurs ou amplificateurs de sons ou d'images ;
- b) en tout temps, la diffusion de sons à l'extérieur.

L'autorisation est accordée à condition que les activités visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ne soient pas susceptibles de créer des nuisances sur le domaine public et, en particulier, à l'égard du voisinage. L'autorisation est soumise à une taxe. La taxe visée à l'article 123 du présent règlement est réservée.

Sont réservées les dispositions de la législation et de la réglementation cantonale, notamment sur les établissements, relatives à l'organisation d'animations musicales permanentes ou occasionnelles.

**Terrasses et
dépendances**

Art. 130

Les terrasses et les dépendances extérieures des établissements publics peuvent être ouvertes jusqu'à 22h00.

La municipalité ou l'autorité délégataire peut :

- a) autoriser une exploitation jusqu'à minuit au plus tard, pour autant que l'exploitation n'occasionne pas de gêne excessive pour le voisinage ;
- b) imposer en tout temps un horaire de fermeture plus restrictif ou toute autre mesure nécessaire à la sauvegarde de l'ordre, la tranquillité, la sécurité et la morale publics ;
- c) interdire ou restreindre l'usage de systèmes de chauffage des terrasses.

La municipalité peut adopter un règlement sur l'utilisation des terrasses.

**Service d'ordre
et de sécurité**

Art. 131

La municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer la mise en place d'un service d'ordre et de prévention à l'extérieur de l'établissement.

Le personnel garantissant cette mission doit impérativement provenir d'une entreprise de sécurité au sens de la législation cantonale.

Manifestations

Art. 132

Les articles 27 à 34 du présent règlement relatifs aux manifestations sont réservés.

Section II - De la police des magasins

**Périodes
d'ouverture**

Art. 133

L'ouverture des magasins est interdite les jours de repos publics définis à l'article 88 du présent règlement.

**Compétence
réglementaire**

Art. 134

La municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur :

- a) la notion de magasin ;
- b) les activités et établissements entrant dans la notion de magasin ;
- c) les périodes d'ouverture et de fermeture des magasins ;
- d) les conditions relatives à l'octroi ou au retrait d'autorisations et de dérogations ;
- e) les taxes relatives aux autorisations et aux dérogations délivrées en lien avec les périodes d'ouverture et de fermeture des magasins.

L'article 132 du présent règlement est réservé.

Section III - De la police des activités économiques

Compétences

Art. 135

La municipalité ou l'autorité délégataire dispose des compétences suivantes :

- a) elle veille à l'application et au respect des dispositions de la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant et de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques ;

- b) elle s'assure que les activités économiques ne portent pas atteinte à l'ordre, à la tranquillité, à la sécurité et à la moralité publics et à la loyauté en affaires ;
- c) elle prend les mesures nécessaires au respect des éléments visés aux lettres a et b ci-dessus.

Les compétences des autorités instituées par les lois visées à l'alinéa 1^{er} ci-dessus sont réservées.

Commerce itinérant

Art. 136

Le commerce itinérant, sous toutes ses formes, est réglementé par la loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant et la législation cantonale d'application.

Le commerce itinérant est interdit en dehors des périodes ordinaires d'ouverture des magasins, telles que définies par l'article 133 du présent règlement et du règlement municipal visé par l'article 134 du présent règlement.

Il est interdit aux artistes, prospecteurs, artisans, étalagistes, colporteurs et à tous autres commerçants itinérants de s'installer sans s'être annoncés au préalable à la municipalité, à l'autorité délégataire ou au corps de police.

Les personnes visées à l'alinéa 3 ci-dessus :

- a) ne peuvent exercer leur activité ailleurs qu'aux emplacements qui leur sont désignés par la municipalité ou l'autorité délégataire et, sauf autorisation de la municipalité ou de l'autorité délégataire, que pendant les jours de foires et de marchés ;
- b) doivent être porteuses de l'autorisation communale afférente ;
- c) doivent se conformer aux ordres de la municipalité ou de l'autorité délégataire.

La municipalité ou l'autorité délégataire est compétente pour délivrer les autorisations d'usage accru du domaine public. Ces autorisations sont soumises à la taxe visée par l'article 140 du présent règlement.

Activités interdites

Art. 137

Est interdit le colportage :

- a) de champignons;
- b) de viande et de poisson sous toutes les formes, y compris les conserves ;
- c) de tous les articles alimentaires soumis à la chaîne du froid ;

- d) d'appareils et de dispositifs médicaux ;
- e) d'armes, d'éléments d'armes et de munitions ;
- f) de boissons alcoolisées ;
- g) de toutes les substances dont le commerce est interdit par la loi.

Le colportage est interdit dans les établissements au sens de la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons, cantines et autres lieux de réunions, sans une autorisation formelle du tenancier ou de son représentant.

Registre des entreprises

Art. 138

Le registre des entreprises est tenu conformément à la législation cantonale sur les activités économiques.

Disposition pénale

Art. 139

Les contrevenants aux obligations et interdictions prévues par la présente section sont passibles :

- a) d'une amende de compétence municipale, sans préjudice de l'amende de compétence préfectorale ;
- b) d'une interdiction de leur activité sur le domaine public communal dont le maximum ne peut excéder un an.

Compétence réglementaire

Art. 140

La municipalité est compétente pour adopter un règlement portant tarif :

- a) des taxes que la commune peut percevoir pour toute activité de commerce itinérant sur le domaine public ;
- b) des taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations en lien avec le commerce itinérant ;
- c) des taxes de location des places utilisées par les commerçants ambulants ;
- d) des taxes relatives à toute autre activité nécessitant une prestation de la municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.

Section IV - De la police des foires et des marchés

Périodes et emplacements

Art. 141

Les foires et marchés ont lieu sur les emplacements, aux jours et heures fixés par la municipalité ou l'autorité délégataire.

Les emplacements, jours et heures, peuvent être modifiés, au besoin, par décision de la municipalité ou de l'autorité

délégataire, sans que les usagers concernés puissent prétendre au paiement d'une indemnité.

Les marchandises pour lesquelles un lieu spécifique de vente a été arrêté ne peuvent être vendues sur un autre emplacement.

Obligations des vendeurs et exposants

Art. 142

Toute personne qui expose en vente des marchandises, des denrées, des objets ou des animaux, doit se conformer aux ordres qui sont donnés par la municipalité ou l'autorité délégataire, et s'acquitter de la taxe selon tarif établi par la municipalité.

Il est interdit aux vendeurs :

- a) de s'établir sur d'autres places que celles qui leur sont attribuées;
- b) d'empiéter sur les places voisines et sur les passages réservés.

Affichage

Art. 143

Toute personne qui vend ou expose des marchandises a l'obligation d'indiquer, au moyen d'une affiche apparente, son nom, son adresse, sa profession et son rôle dans la chaîne de la production à la vente.

Champignons

Art. 144

Quiconque désire vendre des champignons sauvages sur un marché doit être au bénéfice d'une autorisation de la commune, qui fixe les conditions utiles dans les limites de la législation sur les denrées alimentaires.

Les experts en champignons au sens de l'ordonnance fédérale procèdent, sur demande de privés, au contrôle des champignons cueillis et destinés à la consommation personnelle.

Police du marché

Art. 145

Chaque exposant a l'obligation de maintenir constamment et de restituer propre la place qu'il occupe et ses abords.

Il est interdit d'étaler à même le sol les denrées alimentaires.

Les emplacements de marchés sont évacués pour 13h00. Ne sont pas compris dans cette obligation les bancs de foires qui pourront demeurer jusqu'à 18h00.

Disposition pénale

Art. 146

Les contrevenants aux obligations et interdictions prévues par la présente section sont passibles :

- a) d'une amende de compétence municipale, sans préjudice de l'amende de compétence préfectorale ;

- b) d'une interdiction de leur activité sur le domaine public communal dont le maximum ne peut excéder un an.

Compétence réglementaire

Art. 147

La municipalité est compétente pour adopter un règlement portant sur :

- a) les périodes de foires, de marchés et de ventes sur la voie publique ;
- b) les emplacements liés aux activités visées à la lettre a) ci-dessus ;
- c) les conditions relatives à l'octroi et au retrait des autorisations et des dérogations relatives aux activités visées à la lettre a) ci-dessus ;
- d) des taxes que la commune peut percevoir pour les activités visées à la lettre a) ci-dessus ;
- e) des taxes relatives à l'octroi et au retrait des autorisations en lien avec les activités visées à la lettre a) ci-dessus ;
- f) des taxes de location des emplacements individuels utilisés par les commerçants et exploitants et des taxes relatives à toute autre activité nécessitant une prestation de la municipalité, de l'autorité délégataire ou des services communaux.

Chapitre V - De la police des bâtiments

Principe

Art. 148

Les propriétaires fonciers ou les titulaires d'immeubles à un autre titre sont tenus, sans indemnité, de laisser apposer sur leur immeuble ou sur la clôture de leur propriété les plaques indicatrices (nom de rue, niveau, hydrant, repère de canalisations, etc.), les signaux routiers, les horloges, conduites et appareils d'éclairage public et autres installations du même genre.

Numérotation

Art. 149

Tous les bâtiments, publics ou privés, reçoivent une numérotation permettant de les identifier.

La numérotation et le type de plaque d'identification sont définis par la municipalité et sont obligatoires.

Les plaques d'identification sont fournies par les services communaux, aux frais des propriétaires et placées aux endroits définis par la municipalité ou l'autorité délégataire en concertation avec le propriétaire.

Disposition pénale	Art. 150 La suppression, la modification, l'altération ou le masquage des plaques d'identification est interdit et passible d'une amende.
Remplacement des numéros	Art. 151 Les plaques d'identification supprimées, modifiées, altérées ou masquées, même par usure naturelle ordinaire doivent être restaurées ou remplacées aux frais des propriétaires des bâtiments concernés.
Disposition des numéros	Art. 152 Les numéros impairs sont apposés à gauche et les numéros pairs à droite. Ils devront être placés de façon à être facilement visibles de la voie publique. Si un bâtiment est situé à l'intérieur d'une propriété close, le numéro devra être placé sur la porte d'accès donnant sur la voie publique.
Compétence réglementaire	Art. 153 La municipalité est compétente pour adopter un règlement sur la numérotation des immeubles et pour instituer un registre des numéros.
Noms des voies publiques	Art. 154 La municipalité est compétente pour choisir les noms à donner aux voies publiques, y compris places, promenades et parcs publics, de même que pour apporter toute modification à ces noms. Si des motifs d'intérêt public le commandent, la municipalité peut imposer aux propriétaires d'une voie privée l'obligation de donner à cette dernière un nom, qui doit être approuvé par elle ; au besoin, la municipalité choisit elle-même ce nom.

Chapitre VI - De la police du mobilier public

Principe	Art. 155 Les parcs, jardins, squares, places de jeux, promenades publics et toutes autres installations publiques créées pour le délasserment sont placés sous la sauvegarde des usagers. Ceux-ci veillent au maintien de l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité, de l'hygiène et de la moralité publics et, en particulier, à la préservation des plantations et du mobilier public.
Activités autorisées	Art. 156 La pratique de jeux ou de sports est autorisée dans la mesure où elle ne crée pas un danger ou n'entrave pas la circulation des

piétons ou des véhicules autorisés.

Disposition pénale

Art. 157

Il est interdit, sous peine d'amende :

- a) d'enlever de la terre ou du sable le long des chemins et sur les terrains de la commune ou de porter atteinte à ces derniers.
- b) de porter atteinte aux talus, terre-pleins, et aux autres aménagements destinés au public.

Chapitre VII - De la police des habitants

Contrôle des habitants

Art. 158

Le contrôle des habitants ainsi que le séjour des étrangers sont régis par les législations et réglementations cantonale et fédérale.

La municipalité est compétente pour établir les tarifs des émoluments en la matière.

TITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Disposition abrogatoire

Art. 159

Le présent règlement abroge le règlement de police du 28 septembre 2005, ainsi que toute disposition contraire édictée par le conseil communal ou la municipalité.

Entrée en vigueur

Art. 160

La municipalité est chargée de l'exécution du règlement.

Elle fixe la date de son entrée en vigueur après adoption par le Conseil communal et approbation par le chef du département concerné. L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

Adopté par la Municipalité
dans sa séance du 11 octobre 2017
le syndic le secrétaire

Edouard Chollet

Christian Richard

Adopté par le Conseil communal
dans sa séance du 14 décembre 2017
le président la secrétaire

Charles-André Durnat

Véronique Deladoey

Adopté par la cheffe du Département
des institutions et de la sécurité

Lausanne, le 2 février 2018

la cheffe de Département